

*Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement*

Conseil d'administration

Séance du 15 mars 2021

Délibération n°4.4.2

Le 15 mars 2021, le Conseil d'Administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, à Paris.

Nombre de membres en exercice : 32

Nombre de présents : 23

Membres représentés (procuration) : 6

Quorum : 16

Point 4 Gouvernance

Délibération 4.4.2 Adhésion aux prestations sociales interministérielles des agents contractuels

Exposé des motifs :

Le conseil d'administration délibère pour étendre le bénéfice des prestations sociales interministérielles aux agents contractuels de droit public de l'Institut Agro à compter du 1^{er} janvier 2022.

La liste des prestations sociales ainsi ouverte est détaillée dans la note présentée au conseil d'administration.

ADOPTÉ : 25 votants :
A l'unanimité des membres présents
ou représentés ayant votés

Visa :

Vu le décret modifié n°2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat ;

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 15 mars 2021, autorise l'adhésion au système de prestations sociales interministérielles au bénéfice des agents contractuels de l'établissement, pour les prestations arrêtées par la directrice générale".

Fait à Paris, le 15 mars 2021

Le Président du Conseil d'administration

Dominique Chargé

Signature D. Chargé

ANNEXE 1

Liste des prestations interministérielles proposées et coûts unitaires

- Dispositifs collectifs mis en œuvre en lien avec le niveau régional :

- Le dispositif de réservations interministérielles de places en crèches permet aux agents de bénéficier prioritairement de places en crèches implantées dans des aires géographiques adaptées à leurs besoins (non exclusivement dans leur commune de résidence).
Coût unitaire : 14,11 € / agent non titulaire de droit public.
- Le dispositif de réservations de logements sociaux pérennes a vocation à permettre aux agents de l'Etat dont les ressources n'excèdent pas le seuil fixé par la réglementation régissant les logements sociaux de bénéficier prioritairement de logements implantés dans des aires géographiques adaptées à leurs besoins.
Coût unitaire : 0,60 € / agent non titulaire de droit public.
- Le dispositif de réservations de logements temporaires : à partir de 2013, il a été décidé de diversifier les dispositifs interministériels d'accès au logement social et de proposer à l'ensemble des régions la possibilité de financer deux dispositifs d'accès au logement temporaire au bénéfice des agents (logement temporaire à caractère d'urgence sociale, logement temporaire sans caractère d'urgence).
Coût unitaire : compris dans le coût de réservation de logements sociaux pérennes.
- Les sections régionales interministérielles d'action sociale peuvent proposer par ailleurs, dans le respect des orientations fixées par le comité interministériel consultatif d'action sociale et dans la limite des crédits délégués au niveau régional, les actions à entreprendre en complément de l'action sociale propre à chaque ministère et dans le but de répondre à des besoins collectifs non couverts. A cet égard, elles sont fondées à proposer des actions innovantes ou à mener des expérimentations.
Coût unitaire : 2,07 € / agent non titulaire de droit public.

- Dispositifs individuels :

- Le chèque-vacances est une prestation d'aide aux loisirs ou aux vacances versée à l'ensemble des agents actifs et retraités de l'État remplissant les conditions d'attribution et remise sous forme de titres de paiement spécialisés. Il repose sur une épargne de l'agent, abondée d'une participation de l'État correspondant à 10, 15, 20, 25 ou 30 % selon le revenu fiscal de référence (RFR) de l'agent. Par ailleurs, les agents de moins de 30 ans bénéficient d'une tranche de bonification de 35%.
Coût unitaire : 13,43 € / agent non titulaire de droit public.
- Le CESU – garde d'enfant 0-6 ans est une prestation visant à favoriser le maintien dans l'activité professionnelle de ses agents en les aidant au financement des dispositifs de garde de leurs enfants de moins de six ans. L'aide est versée sous la forme de chèques emploi-service universels préfinancés. Pour les familles vivant en couple, l'aide est soumise à un plafond de ressources et est modulée en fonction du revenu fiscal de référence et du nombre de parts fiscales du ou des foyer(s) ayant la charge effective et permanente de l'enfant (montant annuel de l'aide de 200, 400 ou 700€). Pour les familles monoparentales (parents isolés), l'aide est octroyée sans condition de ressources et son montant est de 265, 480 ou 840 €. *Coût unitaire : 19,19 € / agent non titulaire de droit public.*

- L'aide à l'installation des personnels de l'Etat est destinée à accompagner l'accès au logement locatif des personnels entrant dans la fonction publique de l'Etat en prenant en charge une partie des dépenses rencontrées à l'occasion de la conclusion du bail (premier mois de loyer, frais d'agence, dépôt de garantie et frais de déménagement). La prestation est plafonnée à 900 € pour les agents résidant dans toute commune relevant d'une « zone ALUR » ainsi que pour les agents exerçant la majeure partie de leurs fonctions au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville, et à 500 € dans tous les autres cas.
Coût unitaire : 4,30 € / agent non titulaire de droit public.

Il est précisé que les établissements publics peuvent décider de faire bénéficier leurs agents d'une, de plusieurs, ou de toutes les prestations d'action sociale interministérielle présentées ci-dessus.

ANNEXE 2

Prestations proposées aux agents titulaires du MAA

I - Prestations interministérielles d'action sociale (fiches F0 à F13)

PRESTATION REPAS

F0.....Subvention versée pour les repas servis dans les restaurants administratifs (R.A.)
et inter administratifs (R.I.A.).....Page 6

AIDE A LA FAMILLE

F1.....Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur(s) enfant(s).....Page 7

SÉJOURS D'ENFANTS

F2 et F2 BIS.....Séjours en centre de vacances avec hébergement.....Pages 8 et 9
F3 et F3 BIS.....Séjours en centre de loisirs sans hébergement.....Pages 10 et 11
F4 et F4 BIS.....Séjours en maison familiale de vacances et gîtes.....Pages 12 et 13
F5 et F5 BIS.....Séjours dans le cadre éducatif.....Pages 14 et 15
F6 et F6 BIS.....Séjours linguistiques.....Pages 16 et 17

ENFANCE HANDICAPÉE

F7.....Allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans.....Page 18
F8.....Allocation spéciale pour jeunes adultes atteint d'une maladie chronique ou d'un handicap
et poursuivant des études, un apprentissage ou un stage de formation professionnel
au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans.....Page 19
F9.....Allocation en centre de vacances spécialisé pour enfants handicapés.....Page 20

PRESTATIONS INTERMINISTÉRIELLES GÉRÉES PAR UN PRESTATAIRE

F10.....Chèques vacances.....Page 21
F11.....Chèque emploi service universel garde d'enfant 0/6 ans (CESU).....Page 22
F12.....Aide au maintien à domicile à destination des retraités de l'État (AMD).....Page 24
F13.....Installation du personnel de l'État (AIP).....Page 26

II - Prestations d'action sociale individuelles ministérielles (fiches F14, F15 et F16)

F14.....Allocation trousseau - neige.....Page 27
F15.....Aide à l'accès au logement locatif (AALL)Page 28
F16.....Aide à la scolarité.....Page 31